

## *Henri Bourassa on Catholic Unionism*

by Joseph LEVITT \*

Henri Bourassa enters Canadian historiography very much in the role of a nationalist. In Robert Rumilly's biography of him, Bourassa spends most of his time struggling for cultural duality and Canadian autonomy. To English-speaking historians Bourassa appears, for the most part, as an ardent young man who made difficulties for Laurier during the Boer war and who later won such a following for his views on a Canadian navy in 1911 and conscription in 1917 in French Canada that they became crucial in the federal elections in those years.

Although this image of Bourassa is justified in determining his influence on political events of his day, it conveys a wrong impression by downplaying the attention he paid to social problems. Elsewhere I have argued that his views on nationbuilding were always subordinate to those on how to build a good Catholic society. Whatever the merits of this argument there is certainly no doubt about his early involvement in the social question. In 1895, some four years before his famous letter of resignation to Laurier over Canadian participation in the Boer war, he had already pledged himself publicly to defend "la cause sacrée des droits des classes laborieuses".

This interest is further confirmed by the document, *De l'association*, a speech given in 1898, an excerpt of which is published here for the first time. What is notable is Bourassa's awareness of the social struggles then going on in the major Western European countries and the United States. It is clear, too, how much his views on how to mitigate the struggle of classes depend on Count Albert de Mun and the French Catholic Action movement. One of the small mysteries about this document is why Bourassa did not refer to the encyclical *Rerum Novarum*, promulgated by Pope Leo XIII, which bore directly on this matter. Still, it shows how completely Bourassa was under the influence of this important European intellectual current.

\* Department of History, University of Ottawa.

For those interested in Bourassa's ideas, this speech has a special appeal. Here are set down in clear and vigorous language his thoughts on the nature of individualistic and competitive capitalism, the dangers of the struggle between capital and labor, the rise of socialism and his reasons for believing that only Catholic unions could both improve the economic circumstances of workers and prevent them from becoming revolutionary and socialist. About this matter, Bourassa never changed his mind; he was repeating the same principles twenty and even thirty years later. While, as he notes, the speech was made at a time when the clash between employers and workers was still only incipient, it nevertheless presents a basic theme on which he only elaborated, even though the struggle of classes was intensified significantly as time went on.

\* \* \*

Mais je veux maintenant rétrécir mon sujet et m'attacher aux associations sociales, permettez-moi ce pléonasmе: j'entends par là ces unions d'hommes qui veulent maintenir ou améliorer la condition d'une classe de la société et opérer une réforme sociale quelconque.

Les réformateurs du siècle dernier en France ont aboli les anciennes corporations, n'y voyant qu'un système d'exclusion contraire au principe de la liberté et de la concurrence du travail. Comme toutes les œuvres humaines, les corporations contenaient sans doute le germe de leurs propres vices et de leur décadence. Elles abusèrent souvent de leur puissance et de leur contrôle. Mais était-il à propos de les anéantir sans tenter de les réformer ?

Une fois la tempête révolutionnaire apaisée, on s'aperçut bientôt que la liberté absolue et la concurrence illimitée ont aussi leurs dangers. C'est que la liberté de chacun cesse d'être légitime et devient tyrannique dès l'instant où elle gêne la liberté d'autrui. Si rien ne règle l'exercice du libre arbitre et n'assigne à chacun les limites où il en pourra jouir et profiter, on retombe bientôt sous la loi du plus fort.

Des conflits, des tiraillements, des luttes, des grèves, des révoltes, des massacres démontrèrent aux philosophes, aux philanthropes, aux raisonneurs de toute sorte qu'entre la liberté du capital et celle du travail, entre la liberté du patron et celle de l'ouvrier, entre la liberté du bourgeois et celle du prolétaire l'accord n'est pas toujours facile.

J'ai regardé la France contemporaine pour vous peindre en deux mots la question sociale. L'histoire des désenchantements et des banqueroutes de la liberté y est vivante, instructive, saisissante et plus que partout ailleurs parce que le peuple français, le plus intellectuel, le plus logique et le plus sincère des peuples, pousse habituellement jusqu'à ses conséquences extrêmes l'application de toutes ses théories.

Mais observez attentivement les autres nations, comptez les pulsations irrégulières de leur cœur et vous verrez que la même fièvre empoisonne leur sang et brûle leurs veines.

L'Angleterre elle-même et les États-Unis surtout n'en sont pas exempts, quoi qu'en disent les admirateurs enthousiastes de la race anglo-saxonne.

J'admets que le socialisme se manifeste sous une forme moins bruyante, moins ostensible dans les pays de race anglaise que chez les autres peuples de l'Europe. Mais ceci tient surtout à une différence de tempéraments et de formation.

Sur le continent, en France et en Allemagne principalement, les socialistes emboîtent le pas à toutes les autres organisations politiques: ils montent à l'assaut de l'unique forteresse, de l'État, centre où aboutissent et d'où partent toutes les forces vives de la nation, point d'appui de toutes les volontés, de toutes les énergies, de toutes les entreprises individuelles et nationales. Ils espèrent qu'une fois maîtres de la place, c'est-à-dire du parlement et du pouvoir public, ils domineront le pays et lui imposeront leur programme et leurs lois. Mais le jour de leur triomphe est plus éloigné qu'on ne le croit souvent. Par le fait même qu'ils sont forcés de lutter en public, de s'organiser en parti politique, de se faire représenter dans les corps délibérants, d'émettre un programme et de le développer dans la presse et à la tribune, ils dépensent beaucoup de forces en bruit de paroles et s'affaiblissent d'autant: un démagogue vidé est à demi apaisé. De plus, ils concentrent et organisent contre eux tous les intérêts qu'ils menacent. Et comme ces intérêts sont nombreux, c'est là une formidable force de résistance anti-socialiste.

En Angleterre et plus encore chez nos voisins d'Amérique, le socialisme bénéficie de cette liberté absolue laissée à toutes les opinions de se développer et de s'organiser à leur guise. Ils recrutent des adhérents

et se constituent en associations actives et pratiques, calculant avec raison que le jour où ils contrôleront l'opinion publique il leur sera facile de s'emparer du pouvoir et de gouverner.

En résumé, les socialistes du continent veulent s'emparer de l'État pour dominer les individus, les socialistes anglais et américains veulent enrégimenter les individus pour conquérir l'État.

Quelques-uns voient dans la formation particulariste des Anglo-Saxons leur sauvegarde contre le socialisme aussi bien que la cause de leur expansion et de leur succès envahissant. Ils leur prédisent le triomphe définitif.

Il est indéniable que l'éducation forte et virile de la jeunesse anglaise la prépare admirablement aux luttes de l'existence et qu'en ce siècle de développement agricole, industriel et financier et aussi d'égoïsme, de jouissance et d'accaparement, les Anglo-Saxons sont les mieux armés pour marcher à la conquête du monde. Mais ils ne peuvent avancer toujours. Déjà, les hommes d'État anglais ne cachent pas que l'Empire britannique a atteint l'apogée de sa puissance territoriale et qu'il est plus urgent de protéger leur possessions actuelles que d'en acquérir de nouvelles.

Mais ceci n'est qu'un arrêt au faite de la montagne, il faudra bientôt descendre.

Cette vigoureuse personnalité, cette indépendance à l'endroit des pouvoirs publics, ce sens profond de la liberté individuelle qui caractérisent le peuple anglais ont fait la puissance de l'Angleterre en poussant ses fils à chercher fortunes sur toutes les terres: ils ont créé, partout, sans le secours de l'État, des colonies merveilleusement progressives et vitales. Mais ces mêmes qualités tourneront contre la Grande-Bretagne le jour où ses coloniaux auront à choisir entre l'attachement platonique à la Mère Patrie et la sauvegarde de leurs intérêts. Pour l'Anglo-Saxon, plus que pour tout autre, la patrie est l'endroit où l'on est bien.

Lorsque l'Angleterre, ayant perdu ses principales colonies, ne pourra plus offrir à ses enfants de vastes champs d'action et qu'elle ne pourra plus déverser à l'étranger le trop plein de ses bagnes, de ses murs et de ses faubourgs, le virus du socialisme fera de terribles ravages dans le

corps de la nation. Et le sort de plusieurs des transplantations anglaises, les États-Unis le prouvent, sera le même. Il y a une loi des compensations: les fortunes et les croissances trop rapides manquent de stabilité.

Les admirateurs du peuple anglais, et j'en suis dans une large mesure, prétendent qu'il a résolu pratiquement les problèmes du socialisme par l'institution de ses *Trade Unions*. Organisées avec ce génie du gouvernement qui appartient aux Anglo-Saxons, ces institutions ont exercé une influence profonde et évité de nombreuses complications. Mais, déjà, le remède n'est plus suffisant. Nous avons vu, l'an dernier, cette grève terrible des ingénieurs et des machinistes durer des mois entiers, amoncelant des ruines matérielles et des haines morales qu'il est impossible de connaître et d'apprécier en dépit des tentatives vainement répétées de l'Union.

Il suffit de rappeler les émeutes sanglantes des usines Carnegie et Pullman et toutes les grèves moins célèbres qui se sont produites aux États-Unis pour établir que, dans le pays de la liberté, de la démocratie et du progrès, aussi bien et plus qu'en Angleterre, les abcès sociaux ne manquent point de se former et de crever en dépit des associations ouvrières de toutes sortes.

Non, tout effectives et puissantes que soient ces associations, elles sont incomplètes. Elles ne peuvent que protéger momentanément le salaire et la condition matérielle de l'ouvrier; et, encore, elles n'y arrivent pas toujours. Plus souvent, elles jettent les travailleurs en aveugle dans des luttes violentes et stériles d'où ils sortent plus misérables qu'auparavant, aigris contre la société.

Et la raison, Messieurs, c'est qu'il leur manque la sanction morale; elles ne contiennent point la vraie charité; elles ne s'adressent qu'aux instincts physiques de l'homme et ne font point appel à son âme. En un mot, ce sont des associations humaines et non chrétiennes.

On m'accusera peut-être de chauvinisme, mais je le dis sans crainte, c'est encore en France que je vois poindre l'aurore du salut social.

Je sais bien que la France a répandu sur le monde des idées de désordre et de corruption; ses penseurs, ses savants, ses hommes d'État ont semé le germe des révolutions; ses hommes de lettres ont corrompu



des cœurs généreux et obscurci des intelligences d'élite; ils ont poussé au mal ou à l'indifférence des esprits faits pour le salut de la société.

Mais, à côté de cette semence d'iniquité, que d'œuvres belles et grandes; que d'idées nobles et généreuses; que de dévouement, de sacrifices et d'apostolats ! Je crois à la fécondité du bien, du beau et du vrai comme à celle du mal, du laid et du faux. Oû, plus qu'en France, cette semence de salut a-t-elle été jetée sur le champ de la pensée et de l'action humaines ?

Il n'est pas de pays où les haines anti-catholique, anti-chrétienne, anti-religieuse, anti-sociale se soient donné plus libre cours qu'en France. Elles ont paru triomphantes à certains moments. Mais voici que la conscience de ce peuple semble se réveiller. Son cœur, si sincère, son esprit, si droit, se lassent des tristes expériences que lui ont fait subir les sectaires. Même parmi ses enfants qu'une fausse éducation a tenu éloignés des sources de la vérité, ils sont nombreux ceux qui sentent le néant de leurs théories et de leurs systèmes et qui se rapprochent de l'idée religieuse, ne voyant que là le salut des hommes et de la société. Ils restent à mi-chemin, trop sincères et trop clairvoyants pour s'entêter dans les raisonnements boiteux de la philosophie, réfractaires encore à la lumière de la foi agissante. D'autres, plus favorisés, complètent l'œuvre de la régénération.

En janvier 1876, Jules Simon inaugurait au Havre un cercle destiné à travailler à l'amélioration de la société et que l'un de ses fondateurs intitulait pompeusement *une école libre de convictions libres*.

S'adressant aux membres de cette association pour la plupart libres penseurs ou indifférents, cet homme d'État, l'un des esprits les plus honnêtes et les plus élevés de notre époque, leur disait :

On vous parlait tout à l'heure de la question sociale. Oh ! c'est là une grande question, si nous voulions la traiter à fond il faudrait agiter de grands problèmes économiques et philosophiques. Ce serait long, difficile, ardu.

Mais ce qui domine tout, ce qui finira par supprimer la question sociale, c'est la question morale. C'est là peut-être le secret de l'avenir. Ce qui est grand et puissant, ce n'est pas tant l'amélioration physique que l'amélioration morale.

Il avait, ajoutait-il, « une foi profonde dans l'efficacité de la morale pour faire les grands peuples » — il voulait que « tous les citoyens se dévouent à l'accomplissement du devoir ».

Puis, faisant le compte des progrès immenses de l'esprit humain à notre époque, il ajoutait avec l'accent mélancolique du philosophe désabusé: [sic<sup>1</sup>].

Huit jours plus tard, le comte de Mun venait dans la même ville visiter un cercle catholique d'ouvriers; il répondait au discours de l'ancien ministre de la République. Permettez-moi de vous citer une partie de cette réponse: [sic<sup>1</sup>].

Jules Simon vient de mourir sans que la vérité complète ait illuminé son esprit, mais de plus en plus éclairé sur l'influence morale de l'idée surnaturelle. Son successeur à l'Académie est le grand orateur catholique qui réfutait il y a vingt-deux ans les théories impuissantes du philosophe.

Ainsi, tandis qu'en Angleterre et aux États-Unis on cherchait à paralyser l'action du socialisme s'occupant seulement des réclamations matérielles de l'ouvrier, en France, on voulait atteindre la racine du mal en améliorant la condition morale du travailleur.

Est-ce à dire que les associations ouvrières chrétiennes négligent les intérêts pécuniaires de l'artisan? Loin de là; elles s'efforcent de satisfaire à la fois aux besoins du corps et de l'âme. Elles le protègent contre les dangers du vice aussi bien que de la maladie et du chômage et, lui assurant autant que possible le pain de l'existence, elles lui font accepter les misères d'une vie pénible par l'espérance d'une récompense plus haute et plus durable d'un repos mérité, d'un salaire éternel. En un mot, elles le rendent chrétien c'est-à-dire un homme meilleur, un citoyen plus utile.

Les hommes de cœur qui ont fondé, en France, en Allemagne, les associations catholiques ont eu à combattre des obstacles nombreux et redoutables. Ils ont rencontré sur leur chemin le mauvais vouloir de l'État, la haine des associations anti-religieuses, l'indifférence ou la moquerie des incroyants, la défiance qui sépare là-bas les hommes de classes ou d'éducation différentes et, surtout, le respect humain, la crainte du ridicule qui privent les grandes causes de tant d'apôtres et de tant de disciples. Et, cependant, ils ont réussi à s'implanter et à se développer largement.

<sup>1</sup> Le texte de la citation manque dans le manuscrit de Bourassa [éd.].

Je sais qu'on cherche aujourd'hui à amoindrir l'œuvre des cercles catholiques de France. Sans doute, le succès de cette œuvre ne peut être complet ni constant. Il est possible que les défauts habituels aux institutions françaises se manifestent là comme ailleurs. Je veux parler de cette complication dans les détails, de cette réglementation minutieuse qui paralysent plus ou moins l'initiative et l'énergie individuelles. Il n'en reste pas moins acquis au mérite et à la gloire de leurs fondateurs d'avoir arraché des milliers d'ouvriers au socialisme, à l'anarchie, au crime individuel et social. Et parmi les hommes d'État, les écrivains, les sociologues qui ont dénoncé les cercles catholiques à la haine ou au ridicule, il en est plusieurs peut-être qui doivent leur salut à cette propagande de paix, d'ordre et de charité. Leurs traités, leurs discours, leurs diatribes et leurs dédains les auraient mal protégés contre les bombes ou le poignard de quelques ouvriers pris du délire des revendications sociales.

Nous n'avons pas chez nous de question sociale: au moins elle ne s'impose pas encore à notre attention immédiate. Aucune classe de citoyens ne possède de privilèges héréditaires ou spéciaux; le travail est abondant et rémunérateur, le sol est fertile et accessible; le champ d'action est immense: nous avons trop à faire et nous sommes trop au large pour commencer à nous entre-dévorer.

Nous aurions tort, cependant, de ne pas nous préparer pour les luttes de l'avenir. Le contact de nos voisins du midi a développé rapidement chez nous la fièvre du gain facile, l'extravagance des désirs, les complications de l'existence: ces faiblesses engendrent des désordres moraux et des malaises sociaux.

Déjà les unions ouvrières, de provenance anglaise et américaine, sont fortement installées ici. Quelle sera leur influence bonne ou mauvaise, nous le constaterons le jour où une concurrence plus aiguë commencera à mettre en conflit le capital et le travail. Mais ce que nous savons d'avance, c'est qu'elles ne peuvent rien faire pour l'âme de l'ouvrier; elles ne peuvent ni le moraliser ni l'instruire, c'est-à-dire en faire un homme meilleur et mieux pourvu contre les séductions des faux prophètes et ses propres passions.

C'est donc à l'association chrétienne qu'il faut recourir.



Et qu'il est facile de l'établir et de la propager ici ! Grâce à Dieu, la liberté civile et religieuse est complète. Si nous voulons nous unir pour la défense et la propagation de nos principes religieux et sociaux, nous trouvons sous l'autorité d'une couronne protestante plus de liberté que nos cousins d'outre-mer n'en ont eue pendant cent ans sur une terre catholique. Sans proclamer à tout propos et hors de propos l'égalité des citoyens, nous avons le sentiment démocratique profondément ancré dans nos cœurs — et pour cause : nés d'hier, nous avons été pris dans l'engrenage de la vie moderne avant d'avoir pu créer des privilèges. De nos jours où tout le monde lutte dans la rue, dans la poussière, coude à coude, pour se faire sa place au soleil, n'ambitionnant pour le soir de la vie qu'un peu d'ombre et une brise déjà respirée, on n'a pas le temps de se faire de panache. Ceux même qui portent des habits de luxe doivent les couvrir de la livrée du travail s'ils veulent rester vêtus tout le jour.

Il est donc facile d'organiser ces associations fraternelles où l'habit noir frôle la blouse, où l'homme doué d'instruction, de fortune, de talents convoie son semblable moins bien partagé.